



**Le MAG - Jeunes Gais et Lesbiennes réintégré au Conseil National de la Jeunesse**  
*Communiqué de presse du 20 janvier 2003*

Ce week-end, le MAG a pu à nouveau participer aux travaux du Conseil National de la Jeunesse. Après l'éviction de l'APGL (association des parents et futurs parents gais et lesbiens) et de la CADAC (coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) du CSIS (conseil supérieur de l'information sexuelle) remplacées par des associations des plus conservatrices, nous voulons y voir le signe que les pouvoirs publics - et au moins le Ministère en charge de la jeunesse - ont pris au sérieux les engagements du Président de la République, réélu par rejet du fascisme. Jacques Chirac affirmait en effet le 14 octobre à Troyes, la nécessité de lutter contre le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Malheureusement, le refus de la majorité parlementaire d'intégrer dans la modification de la loi sur le racisme les amendements pénalisant les injures ou l'incitation à la haine homophobe nous font douter de la volonté d'une partie de la classe politique de transformer l'engagement du chef de l'Etat en réalité. L'homophobie reste en effet la seule forme de discrimination qui reste tolérée, devenant par la même le point de fixation de la haine sociale qui peut conduire à des actes barbares. On a tous en tête le meurtre d'un jeune homosexuel à Reims, suivi peu de temps après par l'agression du Maire de Paris dont le caractère homophobe a été nié. Ces exemples sont évidemment les plus médiatisés, et la destruction de la vitrine du local du MAG il y a tout juste un an ou les appels de détresse que nous recevons de jeunes virés de chez eux par leur parents peuvent sembler anecdotiques en comparaison. Susceptibles d'être moqués, injuriés, ou agressés, les jeunes gais et lesbiennes savent désormais que la loi, qui est censée protéger les citoyen-ne-s, donne symboliquement raison à leurs agresseurs.

Pour notre part, nous ne nous résignons pas à vivre dans une société où être homophobe est encore érigé en modèle de comportement normal, comme il était admis d'être raciste, antisémite ou sexiste il y a encore peu de temps. L'Ecole de la République, premier lieu d'apprentissage de la citoyenneté, doit aussi être celui où les jeunes construisent, avec les adultes, une société guérie de la discrimination et de la haine. De nombreux acteurs de la communauté éducative (parents d'élèves, enseignants, administratifs, lycéens, étudiants...) ont déjà pris la mesure de cet enjeu, notamment en travaillant sur le racisme et le sexisme. Déjà impliqués dans ces luttes citoyennes, notamment au Conseil National de la Jeunesse depuis 1999, nous invitons en premier lieu les organisations de jeunesse, et plus généralement les syndicats de l'Education Nationale et les fédérations de Parents d'Elèves, à former avec nous, à l'occasion des Journées de l'Engagement annoncées par le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche, des alliances contre l'hétéro-sexisme à l'école, seul moyen de construire une société apaisée et, non pas sécuritaire, mais sécurisante pour l'ensemble de sa jeunesse.

Contact Presse : Jean-Noël VITTAUT, président du MAG  
06 61 44 40 16 - [president@mag-paris.org](mailto:president@mag-paris.org)

***mag - mouvement d'affirmation des jeunes gais et lesbiennes***

Association loi 1901 à but non lucratif déclarée au journal officiel le 23 mai 1990  
Agrément Jeunesse et Education Populaire n°75 JEP 98-10 délivré le 21 janvier 1999  
Membre du Conseil National de la Jeunesse  
courrier : 106, rue de Montreuil - 75011 Paris  
tél / fax : 01 43 73 31 63

internet : <http://www.mag-paris.org/> - email : [info@mag-paris.org](mailto:info@mag-paris.org)